



Revendiquant un communautarisme à l'américaine, cette structure compte de nombreux relais dans l'entourage du maire écologiste de Grenoble, qui souhaite autoriser le maillot de bain islamique.

Alliance citoyenne, l'association pro-burkini derrière Piolle



Sous l'influence de l'Alliance citoyenne, la ville de Grenoble (Isère) défend aujourd'hui l'autorisation du burkini, ce maillot de bain couvrant, dans les piscines publiques. Un « progrès social », selon son maire écologiste, Éric Piolle.

ROBIN KORDA
(AVEC BENOÎT DARAGON)

UN TROMBINOSCOPE du conseil municipal et de la communauté d'agglomération court le long d'un mur crème. Combien d'amis parmi les visages ? À Grenoble (Isère), le poids de l'Alliance citoyenne sur la mairie d'Éric Piolle soulève chaque jour plus de questions. Sous l'influence de cette association controversée, l'élu EELV défend aujourd'hui l'autorisation du burkini dans les piscines publiques comme un « progrès social », promettant aux femmes de pouvoir « se baigner comme elles veulent » dans sa ville. À droite, Laurent Wauquiez s'indigne. « Pas un centime ne financera votre soumission à l'islamisme », a mis en garde le président LR de la région Auvergne - Rhône-Alpes, qui menace de couper les subventions à la ville.

Par ses pétitions et ses actions coups de poing organisées depuis 2019, l'Alliance citoyenne a ravivé la polémique autour de ce maillot de bain couvrant conçu comme

un prolongement du voile islamique. Cette structure créée il y a dix ans a pour spécialité de monter des sujets clivants sur la place publique. Dans un listing que nous révélons (voir ci-contre), ses militants ont notamment fiché les origines et croyances d'habitants des quartiers populaires afin de les recruter pour de futures campagnes. En banlieue parisienne, elle a façonné une vraie-fausse équipe de football, les Hijabeuses, afin de réclamer l'autorisation du port du voile en compétition. Ce communautarisme revendiqué lui vaut d'être considérée par les services de renseignement comme une des principales organisations soupçonnées de séparatisme en France.

Une ambassadrice aux idées anti-« Charlie »

Une couche de plastique blanc couvre les vitres d'un modeste bâtiment choisi leur face à la gare. Les militants se sont donné rendez-vous dans ces locaux, le 16 mai prochain, afin de suivre en direct le vote du conseil municipal sur le futur règlement des piscines grenobloises. La bataille n'est pas encore gagnée. Au sein de la majorité, les tenants d'un féminisme « universaliste » s'insurgent contre la banalisation d'un voile jugé « patriarcal ». Le scrutin peut basculer à une voix près. Alors, Éric Piolle fait preuve de fermeté. Selon nos informations, au moins trois élues ont été convoquées dans son bureau, ces derniers jours, et priées de s'abstenir.

Le directeur de l'association, Adrien Roux, a noyauté une partie de l'entourage du maire. Ce trentenaire aux cheveux bruns a posé les fondations de l'Alliance citoyenne, de 2010 à 2012, au sein d'une organisation présidée par Emmanuel Bodinier. Ces derniers mois, Éric Piolle a tenté d'imposer ce candidat aux législatives dans la 3^e circonscription de l'Isère. « J'ai bu un café avec Adrien il y a six mois, mais on ne se voit plus depuis des années », tempère l'intéressé.

L'hôtel de ville abrite par ailleurs Antoine Gonthier, un ancien salarié de l'association désormais chargé de mission d'interpellation citoyenne. Comme lui, Enzo Lesourt, conseiller spécial du maire, et Yann Mongaburu, ex-candidat d'Éric Piolle à la Métropole et délégué à l'urbanisme transitoire, ont partagé avec Adrien Roux les bancs de Sciences-po Grenoble. L'adjointe à la grande précarité, Céline Deslattes, elle, a rapproché l'Alliance citoyenne du Planning familial de l'Isère, dont elle a été la présidente.

Cette notabilité n'empêche pas l'Alliance de s'entourer de personnalités sulfureuses. Fin 2017, une de ses cofondatrices rejoint une troupe de théâtre de l'opprimé-e. Cet art « pensé pour favoriser la prise de conscience » s'inspire du vécu des performers. Sur scène, Taous Hammouti raconte avoir été interdite de piscine, devant son enfant, en raison de son burkini. L'association tient sa nouvelle ambassadrice.

Des grimaces se dessinent. Les réseaux sociaux de la mère de famille fourmillent de contenus virulents. « N'oubliez jamais que c'est Charlie ("Hebdo") qui a dégainé le premier », condamne un visuel posté deux jours après les attentats du 7 janvier 2015. L'an dernier, son compte Facebook relaye une charge contre l'imam Hasen Chalhouthi. Le religieux, placé sous protection policière après des déclarations contre l'islamisme, « ne peut pas être en danger », cingle le texte : il vivrait comme « salarié » aux « Émirats arabes unis ».

“ Pas un centime ne financera votre soumission à l'islamisme ”

LAURENT WAUQUIEZ,
PRÉSIDENT LR DE LA RÉGION
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES,
À ÉRIC PIOLLE,
MAIRE EELV DE GRENOBLE



La Commission européenne doit alors verser une allocation de 60 000 € à l'association. La Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) tique. Comme nous le révélons, le ministère de l'Intérieur tente, en vain, d'obtenir son annulation. Gérard Darmanin étrille dans une lettre les « adeptes de théories du complot » de cette structure accusée de « promouvoir des règles compatibles avec la charia ». Taous Hammouti rétorque, elle, « ne pas adhérer » aux propos partagés sur son profil. « On me demande de me justifier parce que je suis musulmane », se plaint-elle dans la presse.

Le mode de fonctionnement de l'association se prête aux controverses. Ses fondateurs se forment au Canada et en Angleterre auprès de London Citizens, une structure pionnière du « community organizing ». Né dans les années 1930 aux États-Unis, ce mouvement vise à accompagner des populations dans leur émancipation. Son communautarisme est assumé. « La vieille école des républicains entêtés rejette ces liens de solidarité que, de Londres à San Francisco, on valorise sans complexe », affirme un document interne retraçant la genèse de l'association.

Les « organisateurs », souvent issus du milieu universitaire, infiltrent les quartiers populaires. Au porte-à-porte, ils recherchent des « leaders » capables de porter de nouvelles causes. Quitte à les aiguiller si besoin. « Nous avons aidé les leaders à repérer les conflits qui se cachent derrière les colères, vante le même document. Il n'est pas évident d'assumer ce rôle d'agitateur, de pyromane social, comme ils disent outre-Atlantique. »

Des départs en cascade

Les premières années, l'Alliance citoyenne reçoit surtout des doléances sur le mal-logement. « On était en train de se transformer en alliance de locataires, ce n'était pas le but », retrace Adeline de Lépinay, une ex-salariée. Son extension vers des sujets plus polémiques, sous l'impulsion d'Adrien Roux, provoque de vives tensions. « On a toujours souhaité mettre à l'agenda des questions chères aux minorités, recadre ce dernier. On est fiers que ces personnes arrivent à se faire entendre. Le reste, ce sont beaucoup de fantasmes. »

Fin 2016, un membre d'Alliance citoyenne claque pourtant bien la porte de l'association. « Le but est que



AFP JEAN-PIERRE CLAUDI

DOCUMENT | L'étrange listing de centaines d'habitants

UNE SUCCESSION de noms, d'adresses et de numéros de téléphone défile. Sur la colonne de droite, des informations écrites à la hâte. « Malades tous les deux », peut-on lire dans une case au style télégraphique. « Couple kabyle très en colère », « FN ou ne vote pas », signale une autre, quand une troisième décrit une « mère seule » vivant du RSA. Sarah* a découvert cet étrange document en 2017. Cette mère au foyer travaille alors en tant qu'administratrice bénévole au sein de l'Alliance citoyenne. D'abord active sur le thème du mal-logement, l'association fait aujourd'hui parler d'elle pour son influence sur la mairie de Grenoble (Isère), où son lobbying a poussé le maire, Éric Piolle (EELV), à prôner l'autorisation du burkini dans les piscines publiques.

« Un jour, un salarié m'a tendu une feuille de brouillon, retrace la mère de 39 ans. C'est en la retournant quelques jours plus tard que j'ai découvert le listing. J'ai appris par la suite qu'il était réservé aux salariés, et que ni les membres ni les administrateurs n'avaient le droit de le consulter. »

Origine ethnique, opinions politiques, convictions religieuses

Afin de repérer de nouvelles batailles à mener, les permanents de l'association effectuent du porte-à-porte dans les quartiers populaires. C'est le compte rendu de ces discussions qui semble avoir été retranscrit, sans filtre ou presque. L'origine ethnique, les opinions politiques et les convictions religieuses sont pourtant des données personnelles

sensibles. Consentement obligatoire, loyauté, droit d'accès et de rétractation, etc. : la loi européenne encadre strictement leur inscription dans tout fichier informatique.

Des centaines, voire des milliers d'habitants pourraient avoir été fichés à Grenoble, mais aussi à Toulouse (Haute-Garonne) et à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où l'Alliance citoyenne s'est déployée. « À partir du moment où vous ouvrez la porte, vous étiez sur cette liste », accuse l'ex-bénévole. Le listing devait permettre aux salariés, aussi appelés « organisateurs », de recontacter les personnes les plus susceptibles d'adhérer aux diverses luttes. « Boycott des centres commerciaux par tous les musulmans en France », en lien avec la revendication de produits halal, indique par exemple une des cases.

« Une base de travail », plaide une ex-salariée

« Si on veut nuire à l'association, on va dire que c'est un fichier d'opinions politiques. C'est une base de travail. Comme notre objet est politique, la frontière est mince », admet Adeline de Lépinay, une ex-salariée, visiblement embarrassée. Les sondés étaient-ils bien avertis ? La réponse est alambiquée : « Si les habitants n'ont pas envie de nous revoir, ils sont bien contents qu'on le note... »

Sollicité, le directeur de l'Alliance citoyenne, Adrien Roux, affirme que l'association ne collecte pas ce type de données. « On n'a pas de classement sur l'origine. » Il reconnaît toutefois que les opérations de porte-à-porte donnent lieu à des comptes rendus, dont la méthodologie a changé à plusieurs reprises. « Depuis 2020, les personnes interrogées remplissent elles-mêmes un formulaire en fin d'entretien », précise-t-il.

En 2018, le trentenaire aurait justement été convoqué au commissariat à propos de ces fichiers. « L'officier nous avait rassurés en confirmant qu'on était en règle », assure-t-il, évoquant une plainte « classée sans suite ». Sarah, elle, affirme que ces investigations portaient sur d'autres documents. Et que l'intrigant fichage a, pour l'heure, échappé à la justice.

R.K.

* Le prénom a été changé.

les gens deviennent autonomes, s'agace-t-il dans un e-mail porté à notre connaissance. L'équipe actuelle s'éloigne de plus en plus de cela. Ils sont hors de leur rôle. » Dix-huit mois plus tard, quatre administrateurs bénévoles s'en vont en même temps. « J'ai compris que cette association n'appartenait pas à ses membres mais à ses salariés », regrette l'une d'elles.

En juillet 2017, la présidente du Planning familial, Céline Deslattes, invite des militantes de l'Alliance citoyenne à son conseil d'administration. « On a vu sept jeunes femmes, dont une seule racisée, nous faire la leçon du haut de leur master de sociologie », brocarde Françoise Laurant, une administratrice historique. Quelques jours plus tard, la présidente diffuse un plaidoyer pro-burkini au nom de la structure. « Elle a utilisé ce thème pour mobiliser les femmes des quartiers populaires en vue des municipales... et se faire bien voir d'Éric Piolle », accuse la féministe.

Démarré alors la plus grave crise de cette institution pionnière, en 1961, de la lutte pour le droit à l'avortement. L'influence grandissante d'Alliance citoyenne ébranle également la mairie. En août 2020,

“
On est fiers que les minorités arrivent à se faire entendre. Le reste, ce sont beaucoup de fantômes.”

ADRIEN ROUX, DIRECTEUR D'ALLIANCE CITOYENNE

l'adjoint aux sports, Sadok Bouzaïene, justifie sa démission par des « raisons familiales ». « Bien sûr, il n'y a jamais eu de raisons familiales », reconnaît pour la première fois ce Tunisien d'origine de 70 ans, réfugié politique et longtemps libraire dans le quartier de Ville-neuve. « Alliance citoyenne fait du buzz et de l'islam politique. Les gens d'ici n'ont pas besoin de ces polémiques. »

Un nouveau combat, le voile dans le foot

Avec le temps, la structure se déploie à Lyon (Rhône), Toulouse (Haute-Garonne) et Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Des financements privés lui permettent de rémunérer huit salariés. Depuis 2014, la Fondation abbé Pierre lui a ver-

sé plus de 150 000 € pour sa lutte contre le mal-logement. Le milliardaire américain George Soros a apporté la même manne à travers sa fondation Open Society, dans le cadre d'un programme « égalité et antidiscrimination ».

Ces moyens permettent à l'Alliance citoyenne de mener de nouvelles batailles médiatiques. Le Conseil d'État planche sur la requête de ses Hijabeuses, qui souhaitent contraindre la Fédération française de football à autoriser le voile en compétition. Ses méthodes déconcertent encore. « Pour les syndicats de locataires, on faisait du porte-à-porte. Cette fois, on a fait du porte-à-porte numérique », concède Anna Agueb-Porterie, la salariée derrière le projet.

Founé Diawara, la présidente du collectif mise en avant dans la presse, a été enrôlée sur... Instagram. L'association aborde chaque internaute ayant aimé ou partagé ses contenus. Pour parfaire leur communication, les recrues ont reçu une journée de formation, fin janvier. Reste, désormais, à peaufiner la conduite de balle. Parmi les « joueuses » exhibées par l'association, plusieurs n'ont jamais pratiqué de sport jusqu'à présent.

Grenoble (Isère), en 2019. Adrien Roux (à g.), président d'Alliance citoyenne, et d'autres membres rassemblés devant la piscine Jean-Bron lors d'une de leurs actions.



AFP SARAH WITTE

Paris, le 26 janvier. L'association appuie aussi les Hijabeuses, qui réclament l'autorisation du port du voile en compétition de football.